

Quel rôle pour l'investissement public ?

Chapitre 4

Le stock de capital public

- ▶ Est le fruit de plusieurs générations d'investissements publics qu'ils soient nouveaux ou de renouvellement.
- ▶ Il est financé par les politiques budgétaires.
- ▶ Il est en déclin depuis les années 80 dans les pays de l'OCDE.
- ▶ La crise des dettes souveraines dans le contexte institutionnel de l'UE limite la possibilité d'avoir des investissements publics à la hauteur des défis actuels

Les défis d'aujourd'hui :

- ▶ La transition écologique
- ▶ La fourniture de biens publics(collectifs):
 - ▶ Education, Santé, Réseaux, Défense, Sécurité, Parcs nationaux, musées...
- ▶ Les politiques industrielles

La politique budgétaire est une compétence nationale encadrée.

- ▶ Par le traité de Maastricht
- ▶ Les statuts de la BCE.
- ▶ Le pacte de stabilité et de croissance
- ▶ L'Acte unique européen et la politique de la concurrence

Les rôles de la politique monétaire et de la politique budgétaire

- ▶ **Politique monétaire** : la stabilité des prix.
- ▶ **Les politiques budgétaires** se limitent au fonctionnement des stabilisateurs automatiques (variations des dépenses et des revenus en fonction des fluctuations conjoncturelles)

I) La multiplication des crises conduit à repenser les politiques macro-économiques

- ▶ Avec les crises financières, on fait le constat de l'incapacité des marchés à allouer efficacement les ressources.
- ▶ Il en est de même de la capacité des marchés à intégrer dans leur comportement les contraintes de long terme (soutenabilité environnementale et sociale)

Il apparaît nécessaire

- ▶ De prendre en compte les limites des politiques d'austérité
- ▶ De tenir compte de l'importance des multiplicateurs budgétaires.
- ▶ De tenir compte du rôle de l'investissement public.
- ▶ D'utiliser des politiques monétaires non conventionnelles.
- ▶ De l'utilité du contrôle des capitaux.
- ▶ De tenir compte des effets des réformes structurelles .
- ▶ De revaloriser les politiques industrielles.

Depuis 2008

- ▶ Les politiques budgétaires de soutien à la demande redeviennent d'actualité face aux crises.
- ▶ On tend de plus en plus à avoir recours à des politiques structurelles pour soutenir la croissance face à la stagnation séculaire (surtout aux USA)

Suite à la crise du COVID

- ▶ On retrouve l'importance des biens publics globaux (santé, protection sociale) pour éviter l'effondrement économique et social.
- ▶ Retour en force de la politique industrielle et de l'investissement public pour faire face rapidement à la désarticulation de l'économie mondiale induite par la pandémie, l'inflation et les chocs géopolitiques à répétition et pour faciliter et piloter les transitions écologiques et numériques.

La politique budgétaire est redevenue incontournable

- ▶ Du fait de la limite de la politique monétaire (trappe à liquidité) pour absorber les fluctuations conjoncturelles.
- ▶ Pour guider et stimuler la croissance de long terme.

→ Nécessité de l'investissement public et de la politique industrielle.

II) Le retour de l'investissement public

- ▶ Le retour des politiques budgétaires de long terme.
- ▶ Car les politiques de court terme par leurs effets sur la profondeur et la durée du cycle peuvent avoir un impact important sur la croissance potentielle par la destruction du capital humain et physique.
- ▶ L'investissement public et la politique industrielle sont des outils essentiels pour promouvoir la croissance potentielle et contribuer aussi à la soutenabilité des finances publiques.

Les effets délétères de la baisse de l'investissement public

- ▶ Diminution très forte depuis les années 1970 (particulièrement en Allemagne et en Italie) de l'investissement public au profit des dépenses courantes (santé, protection sociale, salaires, subventions aux ménages et entreprises...) favorables au consensus politique.
- ▶ → détérioration du capital public
- ▶ → Nécessité d'investissements dans la R&D, les transports, les infrastructures sociales et la décarbonation du secteur de l'énergie

Nouvelles orientations

- ▶ Comblent les lacunes en matière d'infrastructures qui se sont creusées pendant plusieurs décennies.
- ▶ Créer une convergence entre les zones les plus riches et les zones les moins riches.
- ▶ Compte tenu du contexte et des défis d'aujourd'hui, nécessité de dépasser l'approche traditionnelle du capital physique pour aller vers une approche plus fonctionnelle pour définir comme investissement tout ce qui augmente le stock de capital (physique, humain et social)

Le plan *Next Generation EU* (2020)

- ▶ Pour pallier aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID -19
- ▶ 750 milliards (360 milliards de prêts et 390 de subventions) (2021-2027)
- ▶ Financé par des emprunts mutualisés au nom de l'U-E.
- ▶ Questions en suspens:
 - ▶ -aptitudes des administrations à gérer efficacement ces projets, leur mise en œuvre et leur suivi. + question de la dette .

III) Devons nous craindre la dette publique?

- ▶ Avec la hausse des taux liée à l'inflation, la question de la soutenabilité de la dette est revenue au premier plan;
- ▶ → Dilemme:
- ▶ Comment concilier l'objectif de soutenabilité de la dette et la nécessité de financer les politiques publiques nécessaires à la gestion d'un environnement de plus en plus complexe.
- ▶ Pour de nombreux décideurs politiques la principale préoccupation est redevenue la réduction de la dette publique.

La question de la réduction de la dette prend-elle trop de place dans le débat européen?

- ▶ Les taux d'intérêt réels n'ont pas beaucoup bougé.
- ▶ L'attitude de la BCE est de plus interventionniste.
- ▶ Et les temps...turbulents.

IV) De nouvelles règles pour la politique budgétaire au niveau européen.

- Les décisions en matière de dépense et d'allocation des ressources restent de la responsabilité individuelle des Etats.
- Nécessité d'une capacité d'investissement commune → Réforme institutionnelle
- Quelles nouvelles règles ?
- Obliger les pays à équilibrer leur budget courant et à financer l'accumulation de capital public par l'emprunt

Intérêt de cette nouvelle règle d'or

- stabilisation du ratio Dette/ PIB
- ▶ Les efforts d'assainissement public porteraient sur les dépenses publiques les moins productives
- ▶ Équité intergénérationnelle appelant les générations futures à financer en partie le stock de capital public qui leur est légué

Nécessité de renégociations à intervalles réguliers

- ▶ Sur les priorités
- ▶ Co-financement par l'UE (la Banque européenne d'investissement) de programmes conjoints entre pays voisins.
- ▶ Pour relancer les politiques industrielles
- ▶ Dans l'attente d'un véritable budget fédéral...
- ▶ Nécessité fait loi ??